



CHAPITRE 70

Loi des prêts et bourses aux étudiants

[Sanctionnée le 9 décembre 1966]

CHAPTER 70

Students Loans and Scholarships Act

[Assented to 9th December 1966]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Interprétation:

1. Dans la présente loi et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

« prêt approuvé »: a) « prêt approuvé »: un prêt consenti à un étudiant par une institution de crédit conformément aux dispositions de la présente loi, des règlements et du certificat, et pour un montant n'excédant pas celui qui est indiqué dans le certificat;

« bourse »: b) « bourse »: une aide pécuniaire accordée par le ministre à un étudiant, à titre gratuit;

« étudiant »: c) « étudiant »: une personne inscrite dans une institution d'enseignement au niveau post-secondaire et dont l'occupation principale est d'y suivre en personne un cours d'études d'une durée d'au moins vingt-six semaines;

« certificat »: d) « certificat »: un certificat délivré par le ministre en vertu de l'article 2;

« institution de crédit »: e) « institution de crédit »: une banque au sens de la Loi sur les banques (Statuts du Canada) ou de la Loi sur les banques d'épargne du Québec (Statuts du Canada), une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus 1964, chapitre 293) ainsi que toute autre corporation

Interpretation:

1. In this act and in the regulations, unless the context indicates a different meaning, the following expressions mean:

(a) "approved loan": a loan granted by a credit institution to a student in conformity with this act, the regulations and the certificate, for an amount not exceeding that mentioned in the certificate;

(b) "scholarship": pecuniary assistance granted gratuitously to a student by the Minister;

(c) "student": a person enrolled in an educational institution at the post-secondary level whose principal occupation consists in following there in person a course of studies lasting at least twenty-six weeks;

(d) "certificate": a certificate issued by the Minister under section 2;

(e) "credit institution": a bank within the meaning of the Bank Act (Statutes of Canada) or the Quebec Savings Banks Act (Statutes of Canada), a savings and credit union governed by the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293) and any other corporation qualified to make loans and recognized by the

habilitée à consentir des prêts et que le ministre reconnaît comme institution de crédit aux fins de la présente loi;

«ministre»;

f) « ministre »: le ministre de l'éducation;

«règlements».

g) « règlements »: les règlements adoptés en vertu de la présente loi.

Minister as a credit institution for the purposes of this act;

(f) "Minister": the Minister of Education; "Minister";

(g) "regulations": the regulations made under this act. "regulations".

Certificat.

2. Le ministre peut, au moyen d'un certificat, autoriser un étudiant à contracter sous le régime de la présente loi un emprunt auprès d'une institution de crédit.

2. The Minister, by means of a certificate, may authorize a student to contract a loan under this act from a credit institution. Certif-icate.

Condi-tions.

3. Le certificat peut être délivré uniquement à l'étudiant qui n'a pas, ou dont les parents n'ont pas, les ressources nécessaires pour lui permettre d'entreprendre ou poursuivre ses études et subvenir convenablement à ses besoins.

3. A certificate shall be issued only to a student who has not or whose parents have not the necessary means to enable him to undertake or continue his studies and suitably to meet his needs. Condi-tions.

Majorité.

4. L'étudiant mineur qui obtient un prêt approuvé est réputé majeur pour les fins de ce prêt.

4. A student who is a minor and who receives an approved loan shall be deemed to be of age for the purposes of such loan. Majority.

Paiement des inté-rêts.

5. Le gouvernement paiera à toute institution de crédit qui a consenti un prêt approuvé l'intérêt sur le solde de ce prêt au taux fixé par les règlements, pendant que l'emprunteur est étudiant.

5. The government is authorized to pay to any credit institution which has made an approved loan the interest on the balance of such loan at the rate fixed by the regulations, as long as the borrower is a student. Payment of inter-est.

Terme.

Aux fins de l'alinéa précédent, l'emprunteur qui termine ses études avant le 1er juillet d'une année est réputé demeurer étudiant jusqu'au 31 décembre de la même année; celui qui termine ses études après le 1er juillet d'une année est réputé demeurer étudiant jusqu'au 30 juin de l'année suivante.

For the purposes of the preceding paragraph, a borrower who terminates his studies before the 1st of July in any year shall be deemed to remain a student until the 31st of December of the same year; a student who terminates his studies after the 1st of July in one year shall be deemed to remain a student until the 30th of June of the following year. Termina-tion.

Garantie.

6. Le gouvernement garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

6. The government shall guarantee to any credit institution the reimbursement of the losses in principal and interest resulting from approved loans and the expenses allowed by regulation and incurred to obtain payment of the principal and interest of such loans. Guarant-tee.

Subroga-tion.

Le gouvernement est subrogé aux droits d'une institution de crédit à laquelle il fait un remboursement en vertu du présent article jusqu'à concurrence du montant ainsi remboursé.

The government is subrogated in the rights of any credit institution to which it makes a repayment under this section, to the extent of the amount so reimbursed. Subroga-tion.

Condi-
tion.

7. Le ministre peut accorder une bourse à un étudiant uniquement si celui-ci a obtenu un prêt approuvé pour le montant maximum prévu par les règlements et si le montant de ce prêt est insuffisant pour lui permettre d'entreprendre ou poursuivre ses études et subvenir convenablement à ses besoins.

7. The Minister may grant a scholarship to a student only if the latter has obtained an approved loan of the maximum amount provided for in the regulations and the amount of such loan is insufficient to enable him to undertake or continue his studies and suitably to meet his needs.

Condi-
tion.Restric-
tion.

8. Sauf dans les cas spéciaux prévus aux règlements, aucun certificat ne peut être délivré à un étudiant, aucune bourse ne peut lui être accordée et aucun intérêt ne peut être payé par le gouvernement à l'égard d'un prêt approuvé, à compter de l'expiration d'une période de dix ans depuis la date où l'étudiant a obtenu un prêt approuvé ou depuis la date du premier prêt approuvé s'il en a obtenu plus d'un.

8. Except in the special cases provided for in the regulations, no certificate shall be issued to a student, no scholarship shall be granted to him and no interest shall be paid by the government in respect of an approved loan, after the expiration of a period of ten years from the date when the student obtained an approved loan, or from the date of the first approved loan if he has received more than one.

Restric-
tion.Infraction
et
peine.

9. Quiconque fait sciemment une fausse déclaration en vue d'obtenir ou de faire obtenir un certificat ou une bourse est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus mille dollars.

9. Any person who knowingly makes a false declaration for the purpose of obtaining or causing to be obtained a certificate or a scholarship is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of not more than one thousand dollars.

Offence
and fine.Applica-
tion.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique aux infractions visées par le présent article.

Part II of the Summary Convictions Act shall apply to offences contemplated in this section.

Applica-
tion.Fausse
déclara-
tion.

10. L'étudiant qui, en vue d'obtenir un certificat ou une bourse, fait sciemment une fausse déclaration doit, le cas échéant, rembourser au gouvernement les montants que celui-ci a déboursés en conséquence de la délivrance de ce certificat et le montant de la bourse obtenue; cet étudiant ne peut obtenir un certificat ni une bourse pendant une période de deux ans après la date de cette déclaration.

10. Any student who knowingly makes a false declaration for the purpose of obtaining a certificate or a scholarship shall, should the case arise, reimburse to the government the amounts paid by it as a result of the issue of such certificate and the amount of the scholarship obtained; such student may not obtain either a certificate or a scholarship during a period of two years following the date of such declaration.

False dec-
laration.Institu-
tions re-
connues.

11. Il est loisible au ministre de reconnaître, aux conditions qu'il détermine, les institutions d'enseignement où un étudiant peut s'inscrire et les cours d'études qu'il peut y suivre pour bénéficier des dispositions de la présente loi.

11. The Minister may recognize, on such conditions as he shall determine, the educational institutions in which a student may enroll and the courses of study which he may follow there in order to benefit from the provisions of this act.

Recog-
nized in-
stitutions.Régle-
menta-
tion.

12. Sur la recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement:

a) fixer, en tenant compte de la nature et de la durée des cours d'études suivis

12. On the recommendation of the Minister, the Lieutenant-Governor in Council, by regulation, may:

(a) taking into account the nature and duration of the courses of study followed

Regula-
tions.

par l'étudiant, le montant maximum, les modalités de remboursement et les autres conditions qui s'appliquent au prêt approuvé;

b) fixer le taux de l'intérêt payable par le gouvernement sur les prêts approuvés;

c) déterminer les modalités d'application de l'article 5 dans le cas où l'emprunteur a cessé d'être étudiant et le devient à nouveau;

d) déterminer la forme du certificat et les stipulations qu'il doit contenir;

e) déterminer des conditions concernant la résidence et la citoyenneté qu'un étudiant doit remplir pour bénéficier des dispositions de la présente loi;

f) déterminer les normes d'attribution des bourses et leurs montants maximum;

g) prescrire toute autre mesure qu'il juge appropriée pour la mise à exécution de la présente loi.

Publica-
tion.

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

Conven-
tions.

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à conclure avec toute personne, société, corporation, institution ou gouvernement des conventions ayant pour objet de faciliter la mise à exécution de la présente loi.

Sommes
requis.

14. Les sommes nécessaires à l'application de la présente loi sont payées pour l'année financière en cours sur le fonds consolidé du revenu et pour les années financières subséquentes sur les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

S.R., c.
240, ab.,
etc.

15. La Loi des bourses et prêts aux étudiants (Statuts refondus, 1964, chapitre 240) est abrogée mais l'article 8 continue néanmoins de s'appliquer aux prêts accordés en vertu de cette loi.

Demandes
déjà fai-
tes.

16. Les demandes de bourses et prêts faites pour l'année scolaire en cours en vertu de la loi abrogée par l'article 15 deviennent des demandes de certificats et de bourses en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

by a student, fix the maximum amount, the terms of repayment and the other conditions which shall apply to an approved loan;

(b) fix the rate of interest payable by the government on approved loans;

(c) determine the conditions of application of section 5 when the borrower has ceased to be a student and again becomes one;

(d) determine the form and content of the certificate;

(e) determine conditions of residence and citizenship that a student must meet in order to benefit from the provisions of this act;

(f) determine the standards for the granting of scholarships and the maximum amounts thereof;

(g) prescribe such other measures as he considers appropriate for the carrying out of this act.

The regulations made under this act shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Publica-
tion.

13. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to make agreements with any person, society, corporation, institution or government for the purpose of facilitating the carrying out of this act.

Agree-
ments.

14. The sums required for the carrying out of this act shall be paid for the current fiscal year out of the consolidated revenue fund and for subsequent fiscal years out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.

Sums re-
quired.

15. The Students Scholarships and Loans Act (Revised Statutes, 1964, chapter 240) is repealed but section 8 shall continue to apply to loans granted under such act.

R.S., c.
240, re-
pealed,
etc.

16. Applications for scholarships and loans made for the current academic year under the act repealed by section 15 shall become applications for certificates and scholarships under this act.

Applica-
tions al-
ready
made.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.